



Préserver les terres et les communautés par une meilleure connaissance du droit foncier pastoral

La nécessité d'améliorer la connaissance et l'application du droit foncier pastoral auprès des acteurs locaux est déterminante pour apaiser les tensions autour des terres et des ressources naturelles dans le Sahel. Par exemple, le projet RECOSA au Burkina Faso et au Niger, inscrit dans le Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du Sahel-PDU-UE, financé par l'UE, démontre comment l'engagement des acteurs locaux et l'utilisation d'outils appropriés peuvent convertir les conflits en dialogue et coopération.



Éleveur à Lere au Mali ©Humanité Inclusion/PDU-UE/ UE. 2024

Dans les régions du Sahel, la compétition pour l'accès aux ressources naturelles, notamment les points d'eau et les terres fertiles, oppose fréquemment agriculteurs sédentaires et éleveurs nomades, mais peut également survenir entre différents groupes pastoraux. La situation est aggravée par la faiblesse des mécanismes traditionnels de résolution des conflits et l'absence d'un cadre juridique formalisé, ce qui complique la gestion des différends et favorise l'escalade des violences. Ce contexte souligne l'urgence de mettre en place des systèmes de régulation capables de prévenir et de résoudre les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles, et c'est dans ce cadre que le droit foncier pastoral prend toute son importance.

Le droit foncier pastoral comme cadre essentiel

Le droit foncier pastoral, qui encadre l'accès aux terres pour les communautés pastorales, repose souvent sur des pratiques informelles et des coutumes locales. Toutefois, pour assurer une plus grande sécurité foncière, ces règles traditionnelles peuvent et doivent être intégrées dans des cadres juridiques formels, ou à défaut, être structurées et archivées de manière accessible et transparente. Tayra Souleyman, éleveur et bénéficiaire du projet de l'ONG Action contre la faim, partenaire du PDU-UE dans la région de Boudro, Lac Tchad, témoigne de l'amélioration apportée pour

renforcer la résilience des *traditionnels*, qui *s'écroulaient régulièrement parce que nous n'avons pas assez de bois pour stabiliser les parois. Nous devons réaliser de très grandes distances pour trouver de l'eau dans d'autres villages environnants pour abreuver nos animaux. Avec ces forages modernes, nous ne rencontrons plus ces problèmes* ».

Impact positif des projets du PDU-UE sur la Stabilité

Les initiatives menées dans le cadre du PDU-UE, telle que la formation de formation de +25 000 personnes aux pratiques agroécologiques, illustrent bien l'impact positif qu'une gestion foncière structurée et participative peut avoir sur la stabilité régionale. Au Burkina Faso, le projet RECOSA a accompagné les commissions foncières villageoises en les dotant d'outils d'archivage et en formant leurs membres. Cette démarche a permis d'améliorer la transparence des transactions foncières et de réduire les conflits. La sécurisation des actes fonciers, allant du niveau villageois à régional, a apaisé les tensions et instauré un climat de coopération entre les usagers des terres.

De même, au Niger, RECOSA a renforcé les capacités des Commissions Foncières Communales (COFOCOM), permettant une gestion plus transparente des terres et des ressources en eau. En créant des espaces de dialogue inclusifs, ces commissions ont su prévenir les conflits et assurer une gouvernance participative efficace.

Au Niger et au Tchad, le projet RECOSOC a touché 884 personnes par le biais de formations et d'accompagnements en techniques agricoles adaptées dans ses communes d'intervention, renforçant ainsi l'efficacité des actions entreprises.

L'expérience de RECOSA au Burkina Faso et au Niger démontre que la stabilité et la résilience des communautés sahéniennes dépendent étroitement de la capacité des structures locales à gérer de manière concertée et transparente les ressources naturelles. En intégrant des pratiques traditionnelles dans des cadres juridiques modernes et en renforçant les capacités des acteurs locaux, ces initiatives montrent comment le droit foncier pastoral peut devenir un pilier essentiel pour assurer la paix et le développement durable dans les régions sahéniennes. ●



Eleveurs dans la région du Liptako-Gourma au Mali
©Save the children/ PDU-UE/ UE. 2024



Formation de coachs communautaires à Lampala au Mali ©Humanité Inclusion/ PDU-UE/ UE. 2024

Cet article a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique. Son contenu relève de la seule responsabilité du PDU-UE et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



Financé par
l'Union européenne